

Dossier Tchécoslovaquie (I) – Chronologie et analyse de Milos Barta sur le «mouvement autogestionnaire»

Publié par Alencontre le 20 - août - 2018



A. Dubcek, au centre, le 1er mai 1968

La majorité des médias, en ce 20 août 2018, rappellent l'intervention – il y a 50 ans – des troupes du Pacte de Varsovie visant à écraser le mouvement d'émancipation sociale et politique qui avait pris forme, clairement dès 1967, en Tchécoslovaquie, qualifiée officiellement dès mai 1948 de «démocratie populaire» de Tchécoslovaquie. La majorité des analyses portent, d'une part, sur «les raisons de l'intervention militaire» et, d'autre part, sur les multiples manifestations de résistance active qui ont duré des mois et des mois.

Il nous paraît important de décrypter la dynamique sociale, politique antérieure à l'intervention, la multiplication des réflexions dans les revues et la presse tchécoslovaques, dès 1967, les débats économique-politiques qui ont marqué cette période. Réduire cette «révolution interrompue» à un conflit entre «réformistes» et «conservateurs» au sein du PCT nous paraît escamoter les traits les plus importants pour une réflexion historique conjuguée au présent. Toute une société s'est mise en marche, bien que dans un temps limité. Le système politique était l'objet de débats et de décisions. Le système judiciaire, en partie sous les effets retardés des terribles procès staliniens des années 1949-54, était mis en cause, ainsi que la censure, le complexe policier, interne et «externe» (celui lié aux différents «services de sécurité» de l'URSS), la place et le rôle du PCT, le droit au pluripartisme, le rôle et la fonction des syndicats, les organes d'autogestion au sein des entreprises, l'organisation et les structures propres au secteur paysan, les organisations «professionnelles» telles que celles des écrivains, des scientifiques, des journalistes, des artistes, des étudiants. Et, de même, la question nationale qui n'a cessé d'être présente dès 1945, puis 1948. Pour aborder diverses facettes de cette «révolution interrompue», nous publions ci-dessous une chronologie, qui n'éclaire qu'une partie des enjeux mentionnés. Elle est suivie des extraits d'un texte portant sur le mouvement autogestionnaire. (Charles-André Udry)

1966

Mai : Alexander Dubcek est élu premier secrétaire du Parti communiste slovaque.

1967

1° 27-29 juin : 4e Congrès des écrivains : conflit ouvert avec la direction Novotny du PCT.

2° 27 août : célébration du centenaire de la première école secondaire slovaque. Conjointement est valorisée la création à la fin du XIXe siècle de Matica Slovenska, institution culturelle slovaque. Cela met en relief la question nationale slovaque.

3° Septembre : le Comité central (CC) exclut du PCT les écrivains critiques qui se sont manifestés lors de leur 4e Congrès.

4° 30-31 octobre : le CC du PCT se réunit ces deux jours et l'agence de presse de Yougoslavie souligne que ce CC «est le plus important tenu lors de la dernière décennie». Elle mentionne le conflit entre «conservateurs» et «réformistes» à propos de la situation économique et du rôle du PCT dans la société. L'exigence d'une séparation entre la fonction de premier secrétaire du PCT (Antonin Novotny) et celle de la présidence de la république (Antonin Novotny) concentre une dimension institutionnelle du conflit. Le pôle pro-Dubcek s'affirme.

5° 31 octobre : manifestation de rue de 1500 étudiants (sur 5000) du collège technique de Strahov à Prague. Depuis 1965 se répètent des pannes d'électricité qui sont un révélateur du dysfonctionnement plus général de l'économie. La manifestation se déroule avec comme mot d'ordre : «On veut de la lumière». La répression policière est brutale.

6° 8 novembre : réunion des étudiants de l'Université Charles de Prague (faculté de philosophie) contre la répression, qui a été justifiée par le rectorat. Le pouvoir la considère comme nécessaire et légale, mais trop brutale. Les étudiants demandent : la punition des policiers, la fin de la censure de la presse, et débattent de la «mauvaise gestion technique» de l'économie.

7° 8-9 décembre : Brejnev est invité par Antonin Novotny à Prague («le froid vient de Moscou»).

8° 18-21 décembre : conflit ouvert au sein des instances entre A. Novotny, ses partisans et une opposition hétérogène mais majoritaire qui se réfère entre autres à Dubcek.

1968

1° 3-5 janvier : Novotny démissionne du poste de premier secrétaire. Dubcek devient premier secrétaire. En Slovaquie, il est remplacé par Vasil Bilak... qui, en septembre 1968 – donc après l'intervention du Pacte de Varsovie sous la houlette de «l'Armée rouge» (sic) –, deviendra premier secrétaire du PCT. Il sera remplacé en avril 1969 par Gustav Husak, qui deviendra président de la république en 1975.

2° 29-30 janvier : A. Dubcek se rend à Moscou pour «consultation».

3° 7 février : Dubcek rencontre Wladyslaw Gomulka, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), qui a repris du service depuis le 21 octobre 1956 (jusqu'au 20 décembre 1970). Ils se réunissent à Ostrava (capitale de la Moravie-Silésie). C'est une opération de «sondage politique».

3° 22-23 février : Brejnev et des dirigeants des pays de l'Est sont à Prague pour le 20^e anniversaire de février 1948, date qui confirme le contrôle complet par le PCT et son appareil de la coalition intitulée Front national qui, de fait, intègre et subordonne les autres formations politiques. Klement Gottwald du PCT prend la direction du gouvernement. Cela implique de «purger la vie publique des membres ou sympathisants des forces non PC».

4° 5 mars : la direction du PCT abolit la censure.

5° 13 mars : le Parlement demande au président de la Cour suprême la «réhabilitation des anciens prisonniers politiques». Ce qui renvoie à toute l'histoire des procès politiques de 1949 à 1954.

6° 21 mars : Novotny démissionne de la présidence de la république. Ludvik Svoboda, le 30 mars, le remplace : il a une formation militaire, il a été ministre de la Défense, il a connu une période de disgrâce puis reviendra aux affaires. De fait, il est lié étroitement à l'Union soviétique. Il sera réélu à la présidence de la république après l'intervention soviétique et démissionnera en 1975 pour raisons de santé.

7° 23-24 mars : conférence de Dresde (RDA) qui réunit les dirigeants des partis (russe, allemand de l'Est, polonais, hongrois, bulgare). La direction du PCT est présente et subit de sérieuses critiques.

8° 29 mars-5 avril : le CC du PCT adopte son programme d'action. Et le 1^{er} mai apparaît comme une approbation populaire de ce qui est perçu comme une démocratisation.

9° 10 avril : le CC du Parti communiste de Slovaquie demande une fédéralisation de la république et un statut d'égalité entre Tchèques et Slovaques.

10° 3-4 mai : délégation du PCT, avec Dubcek, à Moscou. Le **3 mai**, le ministre de la Défense, le général Dzur, confirme lors de la visite à Prague du maréchal Yakubovski, chef suprême des forces armées du Pacte de Varsovie, que des manœuvres du Pacte sur le territoire de la Tchécoslovaquie sont discutées.

11° 5-7 mai : le dirigeant du Parti communiste italien, Luigi Longo, visite Prague. Le PC italien a déjà publié non seulement des articles, mais des longs entretiens avec des intellectuels du «Printemps de Prague» (formule qui renvoie à un festival organisé de longue date à Prague, depuis 1948). Le thème du «socialisme à visage humain» (sic) participe de la «voie nationale» au socialisme prônée dans le testament de Palmiro Togliatti datant de 1964.

12° 8 mai : réunion secrète des partis du «bloc soviétique», à l'exception du PCT ; et du PC roumain de Ceausescu ainsi que la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY).

13° 17-22 mai : une délégation militaire dirigée par le maréchal Gretchko vient à Prague pour l'organisation de manœuvres du Pacte de Varsovie sur le territoire tchécoslovaque ! Le problème qui va apparaître : ces manœuvres préparent quoi ? et surtout quand les troupes

vont-elles se retirer ? En août 68, les 500'000 ou 600'000 hommes de troupe n'atterrissent pas en terrain inconnu. Lors d'une conférence de presse le 15 juillet, le général tchèque Prchlik avait informé du «retard du départ des troupes russes» suite à «l'exercice conjoint». Voir point 15.

14° 17-25 mai : Alexis Koussyguine, président du Conseil des ministres de l'URSS d'octobre 1964 à octobre 1980, est «en cure» pour sa santé à Karlovy Vary (Carlsbad en Bohême, station thermale) et s'entretient avec «des responsables politiques» du PCT.

15° 29 mai : le général Kazakov et des représentants des armées du Pacte de Varsovie arrivent à Prague pour préparer l'état-major devant organiser les manœuvres qui se tiendront en juin en Tchécoslovaquie.

16° 1er juin : le CC décide de convoquer pour le 9 septembre le 14^e Congrès (extraordinaire) du PCT. Une question de stratégie politique était posée par des secteurs du PC (minoritaires), des intellectuels, des militants des mouvements sociaux : ne faut-il pas tenir le congrès plus rapidement, et ne pas attendre septembre, et aussi appeler à des élections parlementaires ? Le thème du multipartisme était de facto et théoriquement posé.

17° 27-28 juin : publication du «Manifeste des 2000 mots» – largement signé par des intellectuels, des membres du parti, des sportifs – qui met l'accent sur la nécessité de démocratiser la vie publique et la société. La réaction de la direction du PCUS, de secteurs du PCT est vive. Or, à la lecture de ce texte – que nous publierons –, ce ne sont pas ses formules qui sont le plus «graves». Ce qui alerte la nomenklatura, y compris réformiste, c'est la dynamique du manifeste qui est en syntonie avec une radicalisation de secteurs sociaux divers.

18° 14-15 juillet : réunion à Varsovie des dirigeants russes, polonais, bulgares, hongrois et de RDA qui écrivent une lettre de mise en garde à la direction Dubcek.

19° 28 juillet : Dubcek s'adresse à la télévision demandant aux Tchèques et aux Slovaques de lui accorder un soutien. C'est une réponse de facto à la lettre de Varsovie.

20° 29 juillet-1er août : à la frontière soviéto-tchécoslovaque, à Cierna nad Tisou, réunion des dirigeants du PCUS et du PCT. Dubcek tente de négocier, en affirmant l'attachement à l'URSS et au COMECON. Les archives du PCUS indiquent la détermination de dirigeants clés en faveur d'une intervention militaire. L'appareil «d'intelligence» du PCUS informe sur la radicalisation politique, démocratique et sociale. Il est entendu au sommet du Kremlin.

21° 3 août : conférence à Bratislava. Le but : avoir une déclaration commune signée par l'URSS, la RDA, la Hongrie, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie. Il s'agit de préparer la fraction du PCT qui soutiendra l'intervention et de stimuler les hésitations des dubcekistes.

22° 9-11 août : Tito à Prague en visite officielle. Son biographe Jozef Pirjevec, *Tito*, CNRS Editions, 2017, écrit (p. 423) : «Tito était conscient qu'il existait un danger de voir se renforcer les «éléments anti-socialistes en Tchécoslovaquie. Il se rendit à Prague... pour appeler Dubcek et ses collaborateurs à la prudence tout en défendant publiquement le processus de démocratisation à la conférence de presse.» Suite à cette visite, il multiplia des appels téléphoniques avec Brejnev, Kadar (Hongrie) et d'autres dirigeants du Pacte de Varsovie «qui lui garantirent que le Pacte n'interviendrait pas militairement à Prague». Dès le

22 août, la LCY condamna «l'agression», «l'occupation» et «l'ingérence grossière dans les affaires de la Tchécoslovaquie». Tito a publiquement rejeté l'idée qu'il s'agissait d'une «contre-révolution».

Soucieux, Tito avait rencontré secrètement, les 28, 29 et 30 avril, les dirigeants du Pacte de Varsovie, à Moscou, dans le but de discuter de l'attitude face à la Tchécoslovaquie.

Brejnev lui dit : «Pourquoi vous, les Yougoslaves, craignez tant le mot *intervention*?» Il continua: «Faut-il attendre qu'en Tchécoslovaquie on commence à pendre les communistes comme en Hongrie en 1956 ?! L'histoire ne nous le pardonnera pas si nous restons les bras croisés face à la mise en action des forces anticomunistes en les regardant passivement enterrer le socialisme.»

Selon Joze Pirjevec, Tito était favorable au développement de la rénovation au sein du PCT. Tito et son inspirateur Edvard Kardelj pensaient que la transformation devait se faire «par en haut» (comme dans la LCY) et non pas «par en bas» pour être contrôlée.

23° 12août : Dubcek rencontre Walter Ulbricht (opération de sondage politique et d'intoxication).

24° 15-17 août : Ceausescu en visite à Prague.

25° 17 août : Janos Kadar se rend à Prague. En 1956, en Hongrie, il va rallier Moscou, il soutiendra l'intervention soviétique qui aurait prétendument été appelée par un «gouvernement ouvrier-paysan».

26° 20 août : à partir de 23 heures, les armées des 5 pays du Pacte de Varsovie occupent la Tchécoslovaquie.

27° 22 août : les délégués du 14e Congrès du PCT se réunissent dans une usine du faubourg industriel de Prague (Vysocany).

Les conseils ouvriers en tant que mouvement social

Par **Milos Barta**, membre du Laboratoire de sociologie industrielle de la Faculté de mécanique de Prague

«Ce n'est probablement pas par hasard que les formes embryonnaires de l'autogestion se sont manifestées dès l'année 1966, date à laquelle la réforme économique s'est mise en marche. Nous nous attendions à ce que l'autogestion tende à s'affirmer à mesure que se réaliserait le passage vers le nouveau système de gestion économique. Or, l'impulsion décisive vint de la sphère politique. Ce fut lors de la réunion de janvier 1968 du comité central du Parti communiste tchécoslovaque que commença le processus de renouveau du socialisme tchécoslovaque. Dès les premiers mois de cette année, l'autogestion apparaît comme sujet principal dans les journaux et les revues, pour devenir sujet de discussion dans les usines. Les discussions, menées jusqu'à ce moment-là uniquement par des spécialistes, ont vite acquis un caractère de masse; les comités préparatoires des conseils ouvriers commencent à se constituer, on élabore des projets concernant les statuts des conseils et les lois électorales

[pour leur élection]. Deux ou trois mois plus tard, on procède à l'élection des premiers conseils ouvriers.

Il est intéressant de remarquer la rapidité avec laquelle, après le développement du processus de démocratisation dans la société, l'idée de fonder des comités préparatoires de conseils ouvriers a pris racine et s'est répandue. Plus de 70% des comités préparatoires ayant donné naissance aux conseils ouvriers en janvier **1969** se sont constitués au cours des quatre premiers mois (**avril-juillet 1968**). En juin 1968, l'assemblée plénière du conseil central des syndicats et la conférence nationale des organisations de base du Mouvement syndical révolutionnaire [nom officiel – RHO] ont invité les organisations syndicales à favoriser et à encourager la constitution et l'activité des conseils ouvriers. Au cours du même mois [de juin], le gouvernement de la République a édicté les principes provisoires pour la constitution des conseils ouvriers; ces principes supposaient qu'avant la publication de la loi sur l'entreprise socialiste – qui devait être adoptée vers la fin de l'année [1968] – pour réglementer définitivement les questions relatives à l'autogestion – les conseils ne seraient constitués que dans des cas isolés et après approbation des organes supérieurs de l'entreprise.

Or, dès la mi-août [1968], la moitié des entreprises du ministère de l'industrie lourde escomptait la constitution, début 1969 au plus tard, du conseil ouvrier ou, au moins, du comité préparatoire (informations de l'appareil du conseil central des syndicats). A la même date, la moitié des entreprises minières prévoyait qu'elles seraient gérées par des organes démocratiques collectifs. Avant l'entrée des troupes étrangères sur le territoire tchécoslovaque (21 août 1968), près de 350 collectivités de travailleurs supposaient qu'un conseil ouvrier se trouverait à leur tête dès le 1er janvier 1969. Ce fait démontre combien fut considérable, parmi les travailleurs, la répercussion de l'idée d'une gestion démocratique. L'intérêt porté au conseil ouvrier a été, en outre, démontré par l'enquête sociologique effectuée vers la fin de juin 1968, dans 4 usines pragoises, par le Laboratoire de sociologie industrielle de la Faculté de mécanique de Prague. On posa à 200 ouvriers et techniciens, choisis au hasard, et à 100 dirigeants économiques et fonctionnaires des organisations socialistes, la question suivante: qu'attendez-vous de la constitution des conseils ouvriers? Vu l'expérience que nous avons faite dans les années précédentes avec les questions de ce genre, portant sur les perspectives de la réforme économique, nous pouvions supposer que les ouvriers et les techniciens seraient plutôt réservés au sujet des avantages que présentent pour eux les organes de gestion démocratique des entreprises. Or, voici quels ont été les résultats des enquêtes. 74% des interviewés s'attendaient à une amélioration de leur situation à la suite de l'instauration du conseil ouvrier, 5% estimaient qu'il n'y aurait pas de changements, à peine 3% redoutaient une aggravation et 1% refusait les conseils ouvriers [...].

L'intervalle très bref dans lequel cette idée a mûri et le caractère assez flou des représentations que les ouvriers se faisaient des conseils ouvriers ne font que confirmer la spontanéité avec laquelle les producteurs tendaient vers l'autogestion. [...]

D'après les constatations de l'appareil du conseil central des syndicats (dont l'exactitude est discutable dans certains cas), il existait au total 78 conseils ouvriers le 1^{er} décembre 1968. A la réunion constitutive de Pilzen au début de janvier 1969, 101 conseils ouvriers et 64 comités préparatoires étaient représentés, ce qui équivaut à quelque 800'000 travailleurs, soit sensiblement à un 1/6^e des personnes travaillant dans les branches productrices de l'économie nationale. [Les conseils sont devenus une structure de résistance démocratique face à l'occupation des troupes du pacte de Varsovie et suite au processus dit de normalisation socio-politique qui s'en est suivi.] [...]

On désigne à juste titre l'année 1968 comme la conséquence et la manifestation de la crise économique, politique et morale à laquelle aboutit la société tchécoslovaque dominée, pendant de nombreuses années, par le système de centralisation bureaucratique. Doivent être considérés comme faisant partie de cette crise de l'ensemble de la société les symptômes sérieux de décomposition des rapports sociaux dans l'industrie, en ce qui concerne principalement la participation des travailleurs à la gestion. Or, la crise du système social de l'entreprise n'est pas le seul processus qui se soit développé dans l'industrie au cours des dernières années. Les organisations sociales, les groupes et les catégories de travailleurs, aussi bien que les individus, se défendent contre les conséquences négatives de la bureaucratisation de l'économie. Les phénomènes les plus prononcés de cette faculté de régénération du système social de l'entreprise et de l'industrie sont, d'une part, le renouveau des syndicats [indépendance face au PC] et, d'autre part, la naissance et l'évolution des conseils ouvriers.» (Traduction française publiée dans la revue *Autogestion* n° 9-10, septembre-décembre 1969)